

la production, dans le système bureaucratique, se trouve limitée par le bas niveau de la consommation sociale. Quoiqu'il en soit, ceci ne se fait pas par l'intermédiaire du marché. Car le but de classe de la bureaucratie n'est pas le produit et l'accumulation, mais le surproduit sous sa forme physique et l'accroissement de la production, c'est-à-dire directement la production pour la production. En principe, il n'y a que la force de travail et les moyens de son entretien qui arrivent sur le marché. Le surproduit n'y arrive pas de même que la partie de la production qui sert à reproduire et à élargir le capital constant (les machines, les matières premières, les combustibles). Le marché n'intervient pas en tant qu'élément régulateur de la production, d'où l'impossibilité des crises cycliques déterminées par la conjoncture et la limitation de la production par des difficultés de réalisation sur le marché. Il est donc possible de maintenir, pendant une longue période, l'accumulation et le taux de croissance de la production à un niveau très élevé, tout en gardant un bas niveau de consommation.

La contradiction entre le but de classe de la production et la consommation apparaît dans ce système déjà avant que le cycle productif soit commencé, à savoir au moment de l'établissement du plan. En général, dans les plans économiques, on fixe un taux d'accumulation le plus élevé possible, et par conséquent la part de la consommation au revenu national aussi petite que possible. On suppose donc une croissance de la production beaucoup plus rapide dans le secteur A (moyens de production) que dans le secteur B (biens de consommation). La disproportion s'aggrave au cours de la réalisation des plans: la réalisation du programme des investissements se trouvant d'habitude compromise, on essaye généralement de la sauver aux dépens de la consommation. Finalement, la part de l'accumulation est d'ordinaire supérieure à celle qui était dans le plan, et celle de la consommation, inférieure. A ceci correspond un accroissement de la production supérieur à celui qui avait été prévu, dans le secteur A, mais inférieur dans le secteur B.

On comprend facilement que, malgré cela, l'accroissement du revenu national soit en général accompagné d'un accroissement de la consommation. Ceci résulte de la croissance de l'offre de l'emploi et (à un degré moindre) de l'augmentation du minimum vital. Au cours de certaines périodes, la part de la consommation au revenu national peut rester constante et même augmenter (surtout dans le cas d'une menace politique directe de la part de la classe ouvrière). Cela ne signifie pas pour autant que le but de classe de la production ait changé: la bureaucratie considère la croissance de la consommation comme un mal nécessaire, le surproduit demeure son but. Comme toute loi économique, la production pour la production et l'extension de l'accumulation existent en tant que tendances et non pas comme une règle absolue. Cette tendance est d'ailleurs facilement saisissable, dès qu'il s'agit de longues périodes. En 1949, année qui, pour maintes raisons, peut être prise comme point de départ (fin de la période de reconstruction et établissement définitif des relations économiques, sociales et politiques en système de dictature bureaucratique), la part de la consommation dans le revenu national était de 85 % et celle de l'accumulation de 15 %. En 1963, la part de la consommation était de 74,6 % et celle de l'accumulation de 25,4 %.

Evidemment, la réalisation de cette tendance ne s'est pas faite